

Tarif des douanes

Ce débat a lieu alors que nous faisons face à une crise dans le secteur de la pêche, qu'une autre se dessine dans l'agriculture, que de graves questions se posent au sujet de l'exploitation minière et que les ministres des Finances des grands pays industrialisés, notamment le Japon, se sont réunis d'urgence au cours du week-end à Washington. Cette réunion a été organisée, afin d'en venir à une entente avec les États-Unis au sujet de la dévaluation de la devise américaine. Cependant, le Canada n'a pas été invité, même si nous sommes le pays qui sera le plus durement touché par les décisions prises lors de cette réunion. Le gouvernement s'est fait infliger un camouflet. C'est un peu comme si les Américains avaient dit qu'ils entendaient mener ces pourparlers au cours du week-end et qu'il n'était pas nécessaire d'inviter leur petit cousin, le Canada, à y participer. Cela revient à dire que l'on n'accorde à notre premier ministre (M. Mulroney) pas plus d'importance qu'à un gouverneur d'État. Ces derniers ne sont en effet pas invités aux réunions des ministres des Finances. Ainsi, le Canada n'est pas invité à prendre part à cet événement. Après tout, toutes les régions du pays seront touchées de très près par les résultats de cette réunion. De nombreux emplois disparaîtront et d'autres seront compromis, ou du moins cela risque d'arriver.

Que répond le gouvernement à cela? La ministre d'État chargée des Finances (M^{me} McDougall) a déclaré que c'était sans conséquence. Elle a affirmé que nous poursuivions les pourparlers avec nos voisins du Sud et qu'il fallait faire confiance à M. Reagan. Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Lanthier), qui est un parlementaire honorable, d'après moi, a soutenu que la mesure à l'étude était d'ordre administratif. En effet, il a raison; le projet de loi est effectivement d'ordre administratif. Nous souhaitons l'étudier article par article pour vérifier si les changements qu'il renferme reflètent bel et bien la nouvelle politique commerciale du gouvernement. Après tout, le Canada est un important partenaire commercial à l'échelle mondiale. Notre survie économique dépend de l'accessibilité de nos marchés à d'autres partenaires que nous souhaitons voir accepter nos biens et nos services. Le Canada prend tous les jours d'importantes mesures pour étendre ses possibilités et ses débouchés commerciaux. Mais voilà que le gouvernement prétend avoir une excellente idée et propose de réduire le nombre de nos douaniers, de diminuer de 10 p. 100 le nombre de ces gens qui s'occupent de commerce. Je demande aux députés de réfléchir un instant à tout cela. Il y a là une logique qui m'échappe.

Nous sommes un important partenaire commercial et nous souhaitons étendre nos échanges commerciaux et les faciliter. Pourtant, nous réduisons considérablement le nombre des douaniers. Ces gens sont en première ligne, pour ainsi dire. Ils sont dans les tranchées au chapitre de nos échanges commerciaux avec d'autres pays. Comme l'on fait valoir les porte-parole des services douaniers du pays, ces compressions favoriseront les contrebandiers et augmenteront la quantité des marchandises passées en fraude. Il va entrer plus de drogues et de matériel pornographique. Mais le gouvernement offre naïvement de régler le problème, en faisant appel à l'honneur des gens. Il propose d'envoyer les colis aux destinataires, qui acquitteront ensuite les droits de douane. Si vous étiez un criminel, monsieur le Président, que vous passiez de la marchandise en contrebande, des barres d'or ou du matériel pornographique et qu'on faisait appel à votre honneur, ce serait la meilleure nouvelle de votre vie. C'est exactement ce que le

gouvernement annonce. Nous allons faire comme les clubs de livres. Ces clubs expédient les livres et ceux qui veulent les garder en acquittent le prix. Nous appliquons les méthodes des clubs de livres à la contrebande et à l'importation de matériel douteux.

Je suis un député de l'ouest du Canada, de la province de la Colombie-Britannique plus précisément, dont la population attend avec impatience un événement national qui amènera l'an prochain dans l'Ouest des centaines de milliers, pardon, des millions de visiteurs. Cet événement est Expo 86.

● (1610)

Expo 86 est consacrée au transport. C'est une foire universelle. Elle est censée présenter le Canada au monde entier et l'une de ses retombées sera une amélioration du commerce. Nous savons qu'un nombre encore plus élevé de visiteurs s'y rendront. Néanmoins, nous réglerons la question en réduisant le nombre de douaniers à nos frontières et aux bureaux de douanes au Canada. Je me suis entretenu avec un certain nombre de douaniers dans l'ouest du Canada depuis quelques jours. Ils étaient inquiets quand ils ont appris que beaucoup de leurs emplois seraient supprimés. Ils étaient alarmés. Ces gens sont fiers de leur travail et des services qu'ils offrent soit par exemple à la douane où arrivent les touristes et les marchandises destinées à la distribution dans la région centrale de la Colombie-Britannique et d'autres régions de l'ouest du Canada. Ces gens veulent abattre de la bonne besogne, monsieur le Président, mais ils n'ont simplement pas suffisamment de personnel pour accomplir leur travail qui est d'accueillir un nombre croissant de visiteurs au Canada et de s'occuper d'importation et d'exportation. Ils n'ont certes pas le personnel suffisant pour effectuer le travail. Quand ils ont appris que d'autres emplois seraient supprimés, ces fonctionnaires se sont sentis très frustrés, car ils seront incapables d'accomplir leur travail.

Comme mon collègue, le député de Regina-Est (M. de Jong) l'a signalé, monsieur le Président, quand nous parlons de douane à la Chambre, nous parlons en réalité d'expansion régionale au Canada et de la façon dont le régime douanier facilite ou contrecarre cette expansion. On estime plus particulièrement dans l'ouest du Canada que les droits de douane sont en grande partie destinés à protéger le secteur industriel de nos régions centrales et qu'en raison de ces murs érigés pour protéger ce secteur, les biens coûtent plus cher qu'ils ne le devraient. Les régions de l'est, de l'ouest et du nord du Canada qui exportent des ressources ont une expansion économique appuyée effectivement sur le libre-échange. Quand on considère qu'un des domaines où il y a libre-échange actuellement est celui des bois tendres et quand nous voyons ce qui se passe aux États-Unis où l'on dresse des barrières non douanières et où l'on menace maintenant de continger nos exportations de bois, nous nous rendons compte de la gravité de toute l'affaire. Je dois me demander si le débat actuel devrait effectivement avoir lieu maintenant. Même s'il s'agit d'une mesure de nature administrative, la modification du Tarif des douanes s'appliquant à un éventail de marchandises, est-il opportun de débattre la question quand nous songeons à l'absence d'une politique